

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 36 (1999)
Heft: 1397

Artikel: Porto Alegre
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014772>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

A Bâle, la démarche citoyenne

Deux ans pour engager les citoyens dans une vaste consultation sur les besoins prioritaires de la population: c'est le projet qu'a mené le canton de Bâle-ville, avec succès. À l'étranger, d'autres expériences sont tentées depuis une dizaine d'années. Exemples, avec Porto Alegre, au Brésil, et Lille-Roubaix, dans le Nord de la France.

COMMENT AMÉLIORER LA participation de la population à la gestion d'une collectivité? Ce souci, de nombreux responsables politiques l'expriment fréquemment; par électoralisme, par mode, ou sincèrement. Au fond peu importent les raisons, du moment que le modèle est efficace et qu'il permet que s'expriment actes civiques et responsabilité citoyenne.

Un projet en trois phases

Plutôt que de bricoler des solutions insatisfaisantes pour tout le monde, le canton de Bâle-ville s'est engagé il y a deux ans dans une démarche ambitieuse de démocratie participative. En 1997, les caisses se vident, Bâle-ville assumant une grande part des charges des deux cantons sans bénéficier de la fiscalité de Bâle-campagne. Sur la demande des autorités, œkomeidia, une entreprise privée, fait une proposition au gouvernement. Engager une vaste consultation auprès de la population pour définir les besoins prioritaires des citoyens. Malgré

la résistance du Parlement – deux votes sont nécessaires pour faire accepter l'idée –, le projet est adopté, sous le nom de Werkstatt Basel.

Il se déroulera en trois phases, allant de la boîte à idées au concret à réaliser. Œkomeidia commence par créer, en 1998, les Ateliers du futur qui permettent de réunir 1000 personnes. Tout citoyen est convié à réfléchir à sa ville dans le futur, à faire des propositions, à déterminer les problèmes rencontrés par son quartier. Pour que chacun puisse y participer, des tracts sont distribués dans les quartiers, au sein des associations, des encarts publicitaires dans les médias régionaux invitent les personnes à ce grand rassemblement. Puis les participants ont travaillé dans des groupes de trente personnes, pendant des semaines. Tout devait être envisagé, sans que soient évoqués ni les problèmes financiers, ni les problèmes de faisabilité. Puis les responsables ont récolté toutes les idées, les ont triées, rassemblées, mais sans les filtrer. Au total, vingt-cinq sujets sont dégagés, dont quinze concernent des quartiers

Porto Alegre

LE MONDE DIPLOMATIQUE d'août 1998 a fait état d'une expérience inédite dans une ville du Brésil, Porto Alegre. Des structures de décision parallèles au Conseil municipal ont été mises en place, permettant aux habitants de la ville de réorienter en leur faveur les ressources publiques. La démarche, appelée budget participatif, n'est pas seulement un exercice de répartition des recettes et des dépenses municipales. Les besoins – écoles, logements, équipements sociaux, culturels et sportifs, transports en commun, etc. sont définis par les habitants des quartiers. L'exercice a consisté à créer des secteurs en fonction du découpage territorial, mais aussi à élaborer cinq secteurs dits thématiques, permettant d'aborder globalement les problèmes. Lorette Coen, journaliste d'origine brésilienne, a évalué les dix années de l'expérience participative. L'idée est magnifique certes; le budget participatif permet de prendre des décisions politiques résultant d'une appréciation à la fois locale et collective. Citoyens et

autorités discutent sans arrêt des projets en cours. Mais le système n'est pas convaincant en l'état. D'une part, 50 000 personnes seulement sont concernées par la démarche sur une population de 1,3 million. À Porto Alegre, les gens sont pauvres, analphabètes et mobiles donc peu mobilisables. Mais l'ambiguïté est plus profonde. Elle se cache dans l'histoire de la ville. Getulio Vargas, le dictateur brésilien dans les années 50, populiste à la manière de Peron, venait de Porto Alegre. Une statue trône encore à la mairie, pourtant de gauche.

Le budget participatif permet à l'exécutif, de passer par-dessus un législatif totalement corrompu pour faire alliance avec les comités populaires. Comme la démocratie fonctionne mal, l'exécutif fonctionne avec le peuple. Mais, s'interroge Lorette Coen, qui sont les plus manipulateurs? Le législatif corrompu, vendu, ou l'exécutif qui s'appuie sur un peuple mal formé et mal informé? Le budget participatif serait-il un retour au populisme?